

POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL TERNOIS 7 VALLEES

PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU VENDREDI 1^{er} AVRIL 2022 A 15h00

L'an Deux Mille Vingt Deux, Le Premier Avril, à Quinze heures, les membres du Comité Syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Ternois 7 Vallées (*cf. feuille d'émargement annexée au présent procès-verbal*) se sont réunis pour une séance publique, au Pôle de Vie Communal, route de Saint Pol à Croisette, après convocation légale en date du Vingt Un Mars Deux Mille Vingt Deux, qui leur a été adressée par Monsieur Claude BACHELET, Président du PETR Ternois 7 Vallées.

Monsieur BACHELET fait l'appel des membres du Comité Syndical et rappelle l'ordre du jour de la séance :

- 1) Vote du Compte Administratif 2021
- 2) Vote du Budget Primitif 2022
- 3) Délibération portant sur la participation financière des Communautés de Communes pour le budget du PETR
- 4) Délibération portant sur le montant de la participation financière du PETR à l'Agence d'Urbanisme de l'Artois (AULA)
- 5) Délibération portant sur l'adhésion à la Fédération Nationale des SCOT
- 6) Délibération portant sur l'adhésion à l'Association Nationale des Pôles d'Equilibre Territoriaux et des Pays (ANPP)
- 7) Délibération portant sur l'adhésion au Centre de Développement des Eco-Entreprises (CD2E)
- 8) Délibération portant sur la modification des statuts du Conseil de Développement, ainsi que sur les Statuts du PETR
- 9) Point d'information sur les Plans de Mobilité Simplifiés et Schémas Directeurs des Modes Actifs
- 10) Questions diverses

Le Procès-verbal du Comité Syndical du 07 Février 2022 est approuvé à l'unanimité par les membres.

Monsieur François DOUAY est nommé secrétaire de séance.

Avant d'entamer l'ordre du jour, Monsieur Bachelet indique aux membres la présence de 2 techniciens de l'AULA qui sont venus afin de présenter l'évaluation du SCOT du Ternois de laquelle devra être votée une délibération indispensable à la continuité de la procédure du SCOT et de sa révision sur le territoire.

Le SCOT du Ternois ayant été approuvé le 07 avril 2016, une évaluation doit légalement être faite 6 ans plus tard et une délibération prise sur cette évaluation pour le 07 avril 2022.

Monsieur Vanneufville de l'AULA présente le rendu de cette évaluation aux membres du Comité syndical. (cf. rapport de présentation AULA).

Monsieur Bocquillon souhaite ajouter que concernant le « zéro artificialisation nette », il faut être attentif aux compensations octroyées car on prend souvent de la zone agricole et on restitue de la zone

naturelle, ce qui équivaut à une double peine pour l'économie agricole. On perd du foncier et on le récupère en zone naturelle donc de nouvelles contraintes pour les agriculteurs. Dans la future réflexion sur le SCoT, une forte attention sera mise sur cette question.

Monsieur Vanneufville répond qu'effectivement un indicateur de résultats pourrait être ajouté intitulé « indicateur de l'autonomie alimentaire » qui serait prégnant au vu de l'actualité pour redonner aux territoires la possibilité de revaloriser ce critère. Ce point est en train d'évoluer.

Monsieur Bocquillon ajoute que le territoire a aussi vocation à exporter ses matières premières et qu'avec la baisse de production se pose aussi la question du potentiel nourricier.

Madame Bogaert répond que le thème du foncier sera dans tous les cas un thème crucial et obligatoire à traiter dans la future consultation et que cette question sera au cœur des débats.

Monsieur Demoncheaux intervient pour indiquer qu'il faudra comptabiliser par territoire l'artificialisation des terres agricoles par territoire et non pas toujours blâmer le parent pauvre dès qu'il y aura une demande pour maintenir l'emploi, localiser ou relocaliser une entreprise. Les élus ont besoin aussi de pouvoir donner les moyens de dynamiser le territoire pour éviter cette baisse démographique constatée précédemment.

Monsieur Bachelet demande ensuite la validation de cette évaluation aux membres qui n'émettent pas de remarques particulières.

1) VOTE du compte administratif 2021

Monsieur Rojo présente le compte administratif 2021.



Le compte administratif 2021

TOTAL	ALLOUE	TOTAL EMIS	R.A.R.	TOTAL
DEPENSES	345 365,31 €	148 288,52 €	0,00 €	148 288,52 €
RECETTES	345 365,31 €	385 309,70 €	0,00 €	385 309,70 €
SOLDE	0,00 €	237 021,18 €	0,00 €	237 021,18 €

FONCTIONNEMENT	ALLOUE	TOTAL EMIS	R.A.R.	TOTAL
DEPENSES	301 400,00 €	111 916,32 €	0,00 €	111 916,32 €
RECETTES	301 400,00 €	341 517,47 €	0,00 €	341 517,47 €
SOLDE	0,00 €	229 601,15 €	0,00 €	229 601,15 €

INVESTISSEMENT	ALLOUE	TOTAL EMIS	R.A.R.	TOTAL
DEPENSES	43 965,31 €	36 372,20 €	0,00 €	36 372,20 €
RECETTES	43 965,31 €	43 792,23 €	0,00 €	43 792,23 €
SOLDE	0,00 €	7 420,03 €	0,00 €	7 420,03 €

Monsieur Bridoux, doyen d'âge de la séance, propose l'adoption de ce compte administratif 2021 aux membres.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le compte administratif 2021 est approuvé.

2) VOTE budget primitif 2022 et présentation du programme d'actions 2022

Monsieur Rojo présente le programme d'actions du PETR 2022.



Programme d'actions 2022

Thème	Action/Dépense	BUDGET PETR 2022		BUDGET Ternois Com 2022	Financements attendus
		Fonctionnement	Investissement		
SCoT / PLANIFICATION	Elaboration + communication Marchés annexe SCOT				
	AMO Déclaration Projet Ingrédia Mise en compatibilité SCOT	28 300,00 €	134 000,00 €		30 000,00 €
	Convention AULA 2022				
	Adhésion Fédé Nationale SCoT et ANPP				
ALIMENTATION	Etude PAT	70 000,00 €			23 395,47 €
	Animations			19 000,00 €	
AGRICULTURE	ClimAgri	37 800,00 €			17 745,25 €
MOBILITE	Etude Plans Mobilité Simplifiés et Schéma Dir. Mode actifs	43 000,00 €			
	Animations			4 000,00 €	
CLIMAT / ENERGIE	Etude Cadastre Solaire				
	Communication				
	Evènementiel dont Climathon	47 600,00 €			
	Adhésion CD2E				
	Organisation formations artisans sur les biosourcés				
ENVIRONNEMENT	Plantons le Décor et Espace Action Nature	1 500,00 €			
HABITAT	Coordination Espace FAIRE			Sub. EPCI	
	Animation OPAH			1/2 ETP	
TOURISME	Coordination CRT				
LEADER	AMO préparation Nlle Programmation LEADER (estimé 28 000€ HT)			43 300,00 €	24 665,80 €
	Communication et autres frais				
	Cotisation LEADER France				
Frais de personnel	Salaires et charges des agents + Gestionnaire OPAH			NC	45 600,00 €
Frais généraux	Frais administratifs (fournitures, matériel, recep., amort., etc.	153 879,97 €	2 000,00 €		
	GFP de rattachement (eau, élec, assurances, affranchissement, etc.) : 2022 + régularisation 2018 à 2021	80 000,00 €			
BUDGET TOTAL PETR		462 079,97 €	136 000,00 €		

Au niveau de la révision du SCoT, Monsieur Bachelet indique qu'un travail autour du projet de territoire de chaque EPCI sera engagé en partenariat avec l'AULA.

Monsieur Demoncheaux rappelle néanmoins que les 7 Vallées viennent de mener un travail de 6 mois afin d'élaborer leur projet de territoire.

Monsieur Rojo répond que le projet proposé serait de synthétiser et de voir les transversalités des projets de territoire de chaque EPCI et donc que le travail fait sur le territoire des 7 Vallées sera tout à fait utile à l'élaboration du document.

Les membres du Comité Syndical n'émettent pas d'autres observations sur le programme d'actions présenté.

Monsieur Rojo continue donc avec la présentation du budget primitif 2022.

Le budget primitif 2022 – Section FONCTIONNEMENT

Chapitre	Libellé	Budget précédent	Nouvelle proposition
011	Charges à caractère général	246 400,00 €	305 700,00 €
65	Autres charges de gestion courante	26 000,00 €	24 800,00 €
67	Charges exceptionnelles	0,00 €	30 000,00 €
022	Dépenses imprévues	3 000,00 €	3 000,00 €
042	Opération ordre transfert entre sections	26 000,00 €	2 500,00 €
023	Virement à la section d'investissement		96 079,97 €
TOTAL des DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		301 400,00 €	462 079,97 €

Chapitre	Libellé	Budget précédent	Nouvelle proposition
74	Dotations et participations	190 693,03 €	232 478,82 €
	Total des recettes réelles	190 693,03 €	232 478,82 €
042	Opération ordre transfert entre sections	22 400,00 €	0,00 €
	Total des recettes d'ordre	22 400,00 €	0,00 €
TOTAL des recettes de fonctionnement		213 093,03 €	232 478,82 €
Résultat reporté ou anticipé			229 601,15 €
TOTAL des RECETTES de FONCTIONNEMENT CUMULEES			462 079,97 €

Le budget primitif 2022 – Section INVESTISSEMENT

Chapitre	Libellé	Budget précédent	Nouvelle proposition
20	Immobilisations incorporelles	10 000,00 €	134 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	11 565,31 €	2 000,00 €
	Total des dépenses réelles	21 565,31 €	136 000,00 €
40	Opérations ordre transfert entre sections	22 400,00 €	0,00 €
	Total des dépenses d'ordre	43 965,31 €	136 000,00 €
Total des DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			136 000,00 €

Chapitre	Libellé	Budget précédent	Nouvelle proposition
13	Subventions d'investissement	0,00 €	30 000,00 €
	Total des recettes réelles	0,00 €	30 000,00 €
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	96 079,97 €
040	Opération ordre transfert entre sections	26 000,00 €	2 500,00 €
	Total des recettes d'ordre	26 000,00 €	98 579,97 €
Total des RECETTES D'INVESTISSEMENT de l'exercice			128 579,97 €
SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE			7 420,03 €
Total des RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			136 000,00 €

Le budget primitif 2022 – TOTAL

FONCTIONNEMENT		
	Dépenses	Recettes
Crédits de fonctionnement	462 079,97 €	232 478,82 €
+	+	+
Restes à réaliser	0,00 €	0,00 €
Résultat de fonctionnement reporté	0,00 €	229 601,15 €
=	=	=
Total de Fonctionnement	462 079,97 €	462 079,97 €

INVESTISSEMENT		
	Dépenses	Recettes
Crédits d'investissement	136 000,00 €	128 579,97 €
+	+	+
Restes à réaliser	0,00 €	0,00 €
Solde d'exécution reporté	0,00 €	7 420,03 €
=	=	=
Total de Fonctionnement	136 000,00 €	136 000,00 €

TOTAL		
	Dépenses	Recettes
TOTAL DU BUDGET	598 079,97 €	598 079,97 €

Le Président propose de délibérer sur l'approbation, chapitre par chapitre, du budget primitif 2022 présenté.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le budget primitif 2022 est approuvé.

3) DELIBERATION portant sur la participation financière des Communautés de Communes pour le budget du PETR

Compte-tenu du Budget Primitif 2022 voté précédemment, il est proposé de délibérer sur la participation financière des Communautés de Communes aux charges du PETR.

1) Participation la Communauté de Communes des 7 Vallées

Il est proposé de fixer la participation de la Communauté de Communes des 7 Vallées à 99 251,15 €. La population prise en compte est la Population légale des communes en vigueur au 1^{er} janvier 2022 soit 29 795 habitants.

2) Participation la Communauté de Communes du Ternois

Il est proposé de fixer la participation de la Communauté de Communes du Ternois à 126 627,67 €.. La population prise en compte est la Population légale des communes en vigueur au 1^{er} janvier 2022 (population municipale 2018) soit 37 989 habitants.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- De fixer la participation de la Communauté de Communes des 7 Vallées à 99 251,15 € au titre de l'année 2022 ;
- De fixer la participation de la Communauté de Communes du Ternois à 126 627, 67 € au titre de l'année 2022.

4) DELIBERATION portant sur le montant de la participation financière du PETR à l'Agence d'Urbanisme de l'Artois (AULA)

Compte-tenu du Budget Primitif 2022 voté précédemment, il est proposé de fixer la participation du Syndicat Mixte à l'Agence d'Urbanisme de l'Artois (AULA) à 22 497 € pour l'année 2022.

Monsieur le Président rappelle que l'AULA est un centre pluridisciplinaire de ressources, d'études, de recherches, de conseil et de formation qui a pour vocation d'intervenir dans les domaines de la planification, du projet urbain et rural, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, des déplacements et des transports, du développement économique et social, de l'habitat, de l'environnement, du développement durable, du tourisme et des loisirs, de la formation, de la culture et de la santé.

Le Syndicat Mixte du PETR Ternois 7 Vallées, membre adhérent de l'AULA au lieu et place du Syndicat Mixte du SCOT du Pays du Ternois (art. 2 de l'arrêté préfectoral du 08/06/2017), lui confie une mission d'assistance technique et d'expertise notamment à travers l'élaboration d'un SCOT à l'échelle du PETR.

L'AULA définit chaque année avec ses partenaires un programme d'activités pour lequel l'association sollicite, de ses différents membres et notamment le Syndicat Mixte du PETR Ternois 7 Vallées, le versement de subventions permettant la réalisation de son programme.

Il est précisé que les crédits correspondants sont inscrits au Budget Primitif 2022 pour cette adhésion.

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

De fixer la participation du Syndicat Mixte du SCOT à l'Agence d'Urbanisme de l'Artois (AULA) à 22 497,00 € pour l'année 2022.

5) DELIBERATION portant sur l'adhésion à la Fédération Nationale des SCOT

Compte-tenu du Budget Primitif 2022 voté précédemment, il est proposé d'adhérer à la Fédération Nationale des SCOT.

Créée à l'issue des rencontres nationales des SCOT de juin 2010, la Fédération nationale des SCOT a pour objet de fédérer les établissements publics chargés de l'élaboration et de la gestion des schémas de cohérence territoriale, afin de favoriser la mutualisation des savoir-faire et l'échange d'expériences.

Elle tend :

- D'une part à constituer un centre de ressources et de réseaux pour accompagner, éclairer et faciliter le travail des élus et des techniciens par l'échange d'informations, d'expériences et de savoir-faire sur divers thèmes (évolutions juridiques, méthodologie d'élaboration et de gestion, témoignages, etc.) et formes (veille juridique, commissions de travail, rencontres nationales, régionales, locales, etc.) ;
- Et d'autre part à porter un discours cohérent et partagé de l'ensemble des structures porteuses de SCOT et à constituer un lieu de réflexion et de prospective ainsi qu'une force de proposition dans les débats nationaux en matière d'urbanisme et d'aménagement, et un espace de partenariat avec les élus locaux et leurs associations, l'État et ses services, les autres associations d'élus et/ou de professionnels de collectivités territoriales ou œuvrant dans le champ du développement territorial.

Compte tenu de l'intérêt que trouve notre Syndicat Mixte à adhérer à la Fédération Nationale des SCOT pour bénéficier de ses services et participer aux activités mises en œuvre pour ses adhérents, il est proposé de renouveler son adhésion à cette Fédération.

La cotisation pour l'année 2022 s'élève, compte tenu de la population du périmètre du PETR Ternois 7 Vallées, à 700 euros.

Il est précisé que les crédits correspondants sont inscrits au Budget Primitif 2022 pour cette adhésion.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- D'adhérer à la Fédération Nationale des SCOT au titre de l'année 2022 ;
- De verser à la Fédération Nationale des SCOT le montant de 700 €, conformément aux conditions d'adhésion précisées dans les statuts de l'association ;
- D'autoriser le Président à signer tous les documents se rapportant à cette décision.

6) DELIBERATION portant sur l'adhésion à l'Association Nationale des Pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et des Pays (ANPP)

Compte-tenu du Budget Primitif 2022 voté précédemment, il est proposé d'adhérer à l'Association Nationales des Pôles d'équilibre territoriaux et des Pays (ANPP).

L'ANPP représente et fédère les Pays et les Pôles territoriaux. Créée dès 1997 par quelques Pays pilotes et de grandes entreprises de services, l'ANPP a pour objet de susciter des initiatives et de regrouper des moyens en faveur des Pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et des Pays, par un échange permanent d'informations et d'expériences entre les représentants des collectivités territoriales et de leurs regroupements, des entreprises et associations susceptibles de répondre à leurs besoins.

L'ANPP a trois missions :

- Mission de fédération des Territoires de projets et veille législative et réglementaire ;
- Mission de représentation des Territoires de projets auprès des Pouvoirs publics et grands opérateurs ;
- Mission d'animation du réseau des Territoires de projets.

Compte tenu de l'intérêt que trouve notre Syndicat Mixte à adhérer à l'ANPP pour bénéficier de ses services et participer aux activités mises en œuvre pour ses adhérents, il est proposé de renouveler son adhésion à cette association.

La cotisation pour l'année 2022 s'élève à 600 €.

Il est précisé que les crédits correspondants sont inscrits au Budget Primitif 2022 pour cette adhésion.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- D'adhérer à l'Association Nationale des Pôles d'Equilibre Territoriaux et Ruraux et des Pays (ANPP) ;
- De s'acquitter de la cotisation annuelle de 600 € au titre de l'année 2022 ;
- D'autoriser le Président à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

7) DELIBERATION portant sur l'adhésion à au CD2E Centre de développement des Eco Entreprises

Compte-tenu du Budget Primitif 2021 voté précédemment, il est proposé d'adhérer Centre de Développement des Eco-Entreprises (CD2E).

Monsieur le Président rappelle que le CD2E a pour vocation de faciliter la transition énergétique et écologique de l'économie régionale des Hauts-de-France. Depuis 2002, cette association soutient, conseille et forme les entreprises et les territoires sur les secteurs du bâtiment durable, des énergies renouvelables décentralisées et de l'économie circulaire.

Monsieur le Président explique que l'adhésion au CD2E permet l'accès aux services suivants :

- Développement et animation du réseau permettant la collaboration entre les adhérents et les acteurs clés de l'éco-transition régionaux ;
- Accès aux ressources documentaires (études techniques, états des lieux des filières, ressources d'ateliers passés, comptes-rendus de groupes de travail, etc.) ;
- Tarifs préférentiels sur les formations et événements portés par le CD2E, les événements partenaires et les visites des démonstrateurs ;
- Promotion de notre structure et de nos projets auprès de cibles sélectionnées.

Au-delà de ces éléments, cette adhésion est un préalable à une coopération plus étroite visant à établir une stratégie sur la structuration des filières biosourcées et le déploiement des énergies renouvelables (notamment le solaire) sur le territoire.

Ces deux objectifs structurants participent au développement de la politique climat-air-énergie engagée depuis 2011, et s'intègrent à la stratégie PCAET Ternois 7 Vallées adopté par délibération du Comité Syndical du 7 février 2022.

Compte tenu de l'intérêt pour le PETR Ternois 7 Vallées de bénéficier des services et de l'expertise proposés par le CD2E dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions du PCAET, il est proposé de renouveler l'adhésion du Syndicat Mixte à cette structure.

Les frais d'adhésion au titre de l'année 2022 s'élèvent à 3600 €.

Il est précisé que les crédits correspondants sont inscrits au Budget Primitif 2022 pour cette adhésion.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- D'adhérer à l'Association Conseil de Développement des Eco-Entreprises (CD2E) ;
- S'acquitter de la cotisation annuelle de 3 600 € au titre de l'année 2022 ;
- D'autoriser le Président à signer tous les documents se rapportant à cette décision.

8) DELIBERATION portant sur la modification des statuts du Conseil de Développement, ainsi que sur les Statuts du PETR

Monsieur le Président rappelle que les modalités de fonctionnement du Conseil de Développement sont inscrites l'article 8 des statuts du PETR ternois 7 Vallées. Cet article précise le rôle, les missions, la composition, l'organisation et les moyens du Conseil de Développement.

Afin de répondre au contexte actuel, il convient de modifier l'article 8 des statuts du PETR Ternois 7 Vallées comme suit :

« Article 8 : Les modalités de fonctionnement du Conseil de Développement Territorial

Les modalités de fonctionnement du Conseil de Développement Territorial sont telles qu'elles sont inscrites dans les statuts du Conseil de Développement Ternois – 7 Vallées ».

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- D'approuver la modification des statuts du PETR Ternois 7 Vallées telle que présentée ci-avant ;
- D'autoriser le Président à accomplir l'ensemble des formalités utiles afférentes à la bonne exécution de ce dossier.

Adoption des nouveaux statuts du Conseil de développement

Monsieur le Président rappelle que les modalités de fonctionnement du Conseil de Développement sont encadrées par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles indique dans le chapitre VIII portant sur les Pôles d'équilibre territoriaux et ruraux (Article 79).

Monsieur Le Président rappelle que, compte tenu de la modification de l'article 8 des statuts du PETR Ternois 7 Vallées votée précédemment, il convient d'adopter les nouveaux statuts du Conseil de Développement Territorial Ternois 7 Vallées tels qu'ils figurent annexés dans la présente délibération.

Monsieur Bachelet fait lecture de ce document (cf. document annexe).

Monsieur Sergent, actuel président du Conseil de développement des 7 Vallées interpelle les membres en indiquant que cette proposition a été faite sans la concertation des conseils de développement en place.

Monsieur Bachelet indique qu'une évolution des conseils de développement est indispensable à son bon fonctionnement, ce avec quoi Monsieur Sergent est d'accord. C'est pour lui la manière sans consultation préalable qui est à déplorer.

Il ajoute que les conseils de développement sont en général rarement consultés et que ses membres se désintéressent donc de cette instance où ils ne sont pas sollicités. Seuls restent les présidents qui donnent leurs avis personnels alors que cette instance est justement créée pour avoir un avis citoyen.

Monsieur Racine, président du conseil de développement du Ternois, déplore aussi que les propositions faites n'aient jamais eu d'écho auprès des élus et que le conseil de développement n'ait quasiment jamais été saisi par les élus du territoire y compris sur le projet de territoire. Il regrette cette situation et exprime sa déception sur le manque de confiance des élus par rapport au conseil de développement.

Monsieur Demoncheaux répond que, depuis deux ans, en parlant de démocratie participative, personne n'est venu vers les élus pour donner un coup de main. Les élus sont toujours la cible d'attaques mais que toutes les personnes de bonne volonté voulant construire un projet et faire avancer le territoire sont les bienvenues.

Monsieur Rojo ajoute que c'est une proposition de créer un nouveau Conseil de développement et que c'est une consultation qui est proposée. L'idée est de redonner un nouveau souffle au Conseil de développement pour justement retrouver une constitution de représentants citoyens qui donneront leur avis.

Monsieur Bachelet souhaite répondre que, depuis deux ans, il y a eu une restructuration permanente de l'équipe du PETR et que ces conditions n'ont pas non plus permis de travailler ces questions correctement mais que le conseil de développement du Ternois a été associé à plusieurs thématiques de par les techniciens présents en son sein. La proposition de créer un nouveau conseil de développement est de redonner la place des citoyens dans le débat sur des enjeux majeurs tel que le SCoT.

Au vu des éléments présentés, demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- D'approuver les statuts du Conseil de Développement Ternois 7 Vallées tels que présentés en annexe ;
- D'autoriser le Président à accomplir l'ensemble des formalités utiles afférentes à la bonne exécution de ce dossier.

9) PRESENTATION de l'étude sur les Plans de Mobilité Simplifiés et le Schéma Directeur des Modes Actifs

Monsieur Rojo présente ce nouvel outil à la disposition des intercommunalités qui ont pris chacune pour notre territoire la compétence « mobilité ».

Les 7 principes d'un Plan de Mobilité Simplifié

Démarche volontaire

Souple : thématiques à aborder et processus d'élaboration peu cadrés

Indépendant juridiquement : pas de lien juridique avec d'autres plans ou documents d'urbanisme

Mutualisable : le contenu du plan peut être valorisé lors d'autres démarches et se traduire dans différents documents abordant la mobilité directement ou non (ex PCAET)

Adapté au territoire : il reflète les enjeux et les actions en faveur des mobilités existantes et à venir sur un périmètre précis

Partenarial : il permet de réunir acteurs publics, privés et issus de la société civile concernés par son élaboration

Participatif : il inclut la participation d'un large public mais sans enquête publique obligatoire

Ce travail aboutira à un document global de planification de la mobilité (les Plans de Mobilité Simplifiés des deux Communautés de communes) dont le volet « Mobilités actives » sera décliné à travers un Schéma Directeur des Modes Actifs.

La réalisation d'un Schéma Directeur des Modes Actifs permet de définir et de prioriser les interventions à programmer en territoire pour y favoriser le développement des modes actifs.

Les objectifs :

Le développement de l'usage du vélo et du VAE pour notamment contribuer à l'amélioration du cadre de vie (réduction des émissions de gaz à effet de serre, amélioration de la sécurité routière, attractivité, etc.). La prise en compte des piétons et de la marche dans les stratégies de mobilité.

Les objectifs de cette étude :

De disposer d'un diagnostic actualisé sur l'adéquation entre offres, besoins et pratiques de déplacements, sur et en interaction avec le territoire, et d'identifier les carences et dysfonctionnements existants ;
De définir une stratégie globale de mobilité induit par un nécessaire changement des comportements et adaptée aux spécificités et besoins locaux ;
Intégrer la mobilité dans une vision prospective au regard des opportunités offertes par la LOM ;
De faire de la pratique cyclable, un réflexe pour des déplacements courts ou de moyenne distance, via la constitution d'un maillage d'aménagements et d'actions complémentaires favorisant l'usage du vélo ;
De sensibiliser et de construire une stratégie commune et partagée, entre les élus, acteurs de la société civile et partenaires de la mobilité.

Le déroulement de l'étude :

3 phases techniques :

*PHASE 1 : Etats des lieux
/enjeux*

*PHASE 2 : Elaboration de la
stratégie et recherches de
solutions techniques*

*PHASE 3 : Elaboration des plans
d'actions*



2 phases transversales :

1/ concertation / communication

✓ Co-construire, informer, échanger et ce, en vue de l'approbation d'un projet partagé

✓ Différentes investigations : entretiens, enquêtes (communes et populations), ateliers de concertation, lettre du PDM...

2/ suivi / validation :

✓ Plusieurs types d'instances de suivi / validation

QUESTIONS DIVERSES

Aucune remarque n'est soulevée par les membres du Comité Syndical.

Monsieur BACHELET remercie les membres et clôt la séance.

La séance est levée à 17h00.